

MICHEL DAKAR

9, Route de barre y va
VILLEQUIER
76490 RIVES-EN-SEINE
+ 33 02 32 70 82 35

FRANCE



Trafalgar Capital Management
33 Eastcheap Bridge
LONDON EC3M 1DE
Royaume Uni

3 exemples
d'envoi sur
les 24 et
appel
téléphonique
pour confirmer
bonne réception

MICHEL DAKAR

g/ Route de barre y va
VILLEQUIER
76490 RIVES-EN-SEINE
+ 33 02 32 70 82 35
FRANCE

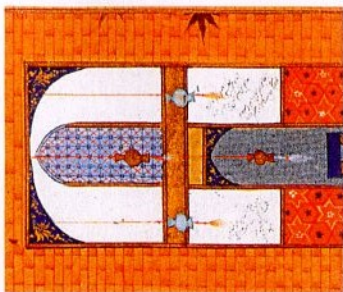


Elliott Management Corporation
40 W 57th New-York
NY 10019
USA

MICHEL DAKAR
9, Route de barre y va
VILLEQUIER
76490 RIVES-EN-SEINE
02 32 70 82 35



Apollo Global Management
Direction Paris
16 ave de Friedland
75008 PARIS



Dos des
Envois

Villequier, le 12 avril 2021

Conseil d'État
1 Place du Palais Royal
75001 Paris

Requête

Décision attaquée :

Ordonnance du 8 mars 2021 de la Cour Administrative d'appel de Nantes, affaire n° 20NT01181

Nota :

Requête présentée sans avocat.

Remarque :

voir tableau joint des procédures antérieures sans avocat :

- Conseil d'État, Ordonnance 29/05/2020, sans avocat.
- CAA de Douai, Ordonnance 30/04/2020, sans avocat.
- CAA de Nancy, Ordonnance 25/02/2021, sans avocat.

Seule la CAA de Nantes a refusé d'instruire sous le prétexte de l'absence d'avocat.

- CAA de Nantes, Ordonnance 8/03/2021

[CE 29/05/2020 n° 440343 ; CAA Douai 30/04/2020 n° 2000669 ;
CAA Nancy n° 2001294 25/02/2021]

Autres remarques liminaires :

A - Aucune forme n'est imposée en ce qui concerne les requêtes.

Suit donc un enregistrement vidéo sur DVD du texte lu. cette vidéo est publiée sur internet

[le corps de la requête, sous format PDF et HTML, aussi publiés, en Pièce Jointe n°2]

B - Toute mon activité est publique et concerne les affaires générales, tous mes actes sont publics.

C - Vous constaterez plus loin que cette requête concerne aussi 24 organismes de droit privé auxquels elle est aussi communiquée, par voie postale. Ces 24 organismes ont déjà été saisis de l'affaire concernant la requête (voir la liste).

D - Je joins la copie d'écran d'un commentaire provenant d'un site internet (strategika51) relatif à la publication de la requête.

E - Il est question d'un politicien dans cette requête, que j'ai omis de nommer. Il s'agit de Mr Bastien Coriton, maire de Rives-en-Seine, dont le Conseil d'État vient d'ordonner la défusion de la commune.

M. 

2/2

Bordereau des Pièces jointes

- 1- Ordonnance du 8 mars 2021 de la CAA de Nantes (N° 20NT01181)
- 2- Requête manuscrite sous format Scan PDF
- 3- liste des 24 organismes de droit privé
- 4- Vidéo publiée de la requête lue ; copie d'écran
(Téléchargeable par le lien :
<http://aredam.net/recours-entites-privees-couple-et-conseil-etat-francais.mov>)
- 5- Commentaire du site Strategika 51.
(copie d'écran).
- 6- Tableau des procédures acceptées et non-acceptée, avec l'absence d'un avocat, en Cour administrative d'appel et au Conseil d'Etat.



Strategika51 dit :

11/04/2021 à 1541

La privatisation de l'État par des lobbies et des coteries d'intérêt ne date pas d'aujourd'hui. En France, il y a plusieurs États dans l'État. Cela rend toute tentative de gouverner réellement ce pays une tâche quasiment impossible.

Il y a aussi des mafias assez dangereuses et auxquelles il vaut mieux ne jamais s'y frotter. Ce constat est assez banal et s'applique aussi à d'autres pays.

Pour la soumission, les gros poissons n'en veulent pas. Ils veulent piller dans les caisses et payent leurs obligés pondre une législation qui vous impose le joug sans concertation aucune.

Je force le trait mais c'est en gros le fonctionnement actuel des institutions.

Pour l'État profond français, c'est quelque chose lié à l'extrême cupidité humaine. Une association de malfaiteurs de haut vol.

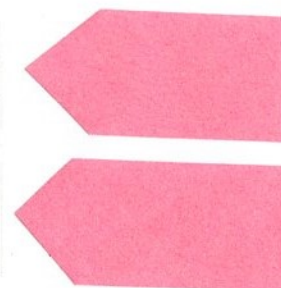
Bonne chance.

★ J'aime

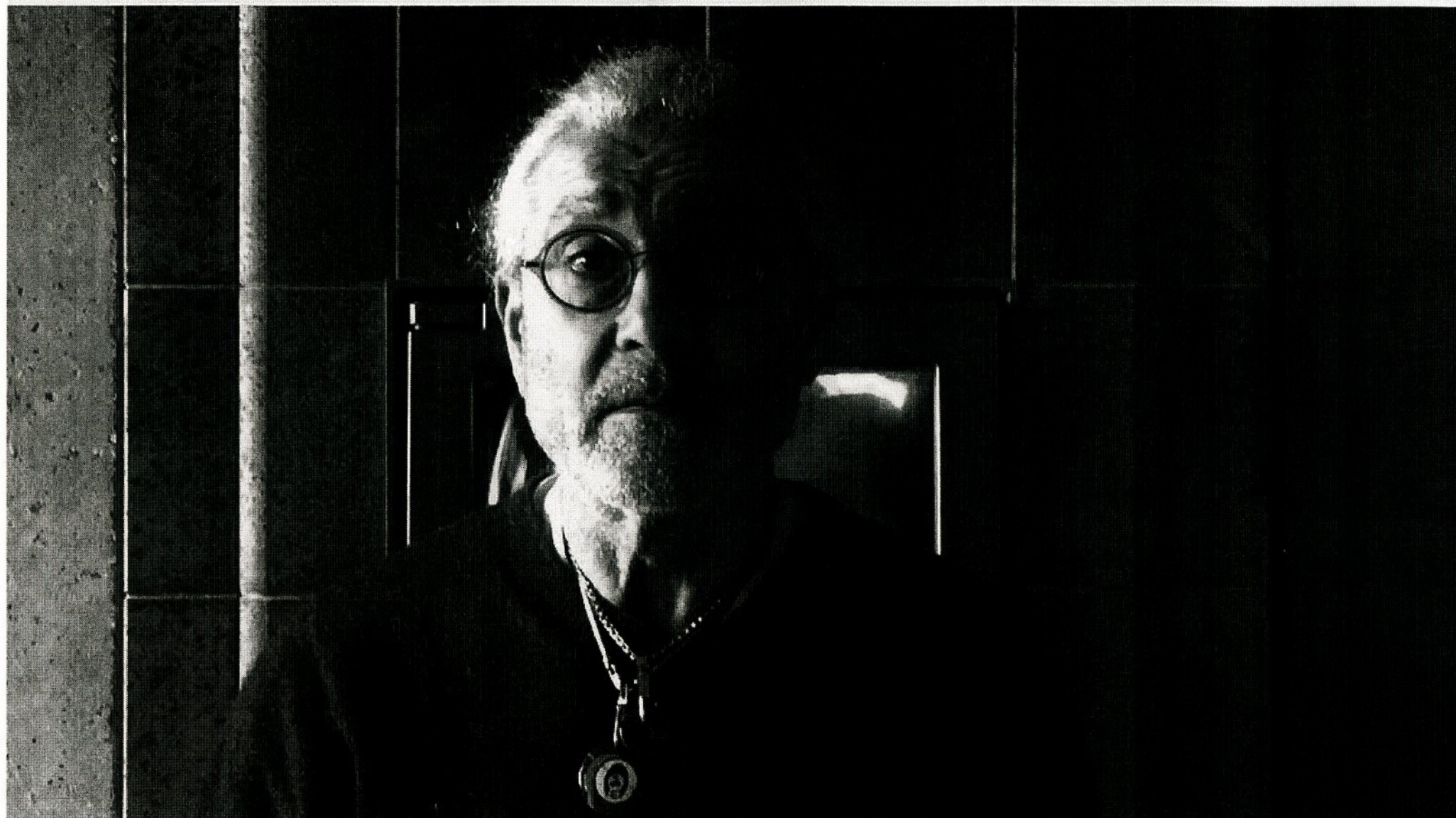
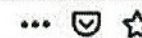
Répondre

PJ n° 5

DOSSIER	JURIDICTION	ÉTAT	DATE DE L'ÉTAT	ACTIONS
196115*	Conseil d'Etat	Envoyé	12 avril 2021 à 09:29	
196095*	Conseil d'Etat	Envoyé	12 avril 2021 à 09:12	
2001181	Cour administrative d'appel de Nantes	Terminé	08 mars 2021 à 00:00	 
2001294	Cour administrative d'appel de Nancy	Terminé	26 février 2021 à 00:00	 
440343	Conseil d'Etat	Ordonnance du 29/05/20	23 juin 2020 à 00:00	 
2000669	Cour administrative d'appel de Douai	Terminé	30 avril 2020 à 00:00	 
2001013	Tribunal administratif de Rouen	Terminé	17 avril 2020 à 00:00	 



aredam.net/recours-entites-privees-coupole-et-conseil-etat-francais.mov



<http://aredam.net/recours-entites-privees-coupole-et-conseil-etat-francais.mov>

P. J. n° 4